



**Communiqué de Presse**

**COALITION GABONAISE DU REFUS ET DE SALUT NATIONAL**

**Montclair, New Jersey (USA), le 18 janvier 2009**

**Le BDP-Gabon Nouveau annonce la création et la réunion de la « Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National » à Paris du 20 au 22 février 2009**

Suite aux arrestations arbitraires dont de dignes membres de la société civile gabonaise ont fait l'objet en janvier 2009 au Gabon, notamment par l'arrestation de leaders d'ONG, de journalistes et de citoyens (Grégory Gnbwa Minsta – plaignant dans l'affaire des Biens Mal Acquis, Marc Ona Essangui et Georges Mpaga de PWYP Gabon, Gaston Asseko – directeur technique de Radio Sainte Marie, et l'adjudant de gendarmerie Jean Poaty), coupables seulement d'avoir osé demander la bonne gouvernance aux dirigeants gabonais, et constatant la dérive dictatoriale plus que jamais avérée et irréversible du régime Bongo, le BDP-Gabon Nouveau a décidé le lancement à Paris du 20 au 22 février 2009 d'une structure de rassemblement qui s'appellera « Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National ».

Saluant tout d'abord les efforts anciens et récents de la société civile et politique gabonaise, notamment :

- sur le plan politique, des partis et mouvements d'opposition comme l'UPG de Pierre Mamboundou, le PGP toutes tendances, le MORENA toutes tendances, l'UGDD de Zacharie Myboto, etc.
- sur le plan associatif, d'organisations non gouvernementales (Brainforest, Publiez Ce Que Vous Payez, etc., conduites par Marc Ona Essangui et ses collègues) et syndicales (CONASYSED, CGSL, SYNA-CNSS, SYP-CNSS, UT-CNSS, etc.), y compris, plus récemment, toutes les organisations associatives regroupées au sein du groupe des Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise dont Monsieur Bruno Ben Moubamba est le porte-parole,

Et saluant également ce qui semble enfin, au bout de 41 ans de tentatives infructueuses de débarrasser le Gabon du régime Bongo, se présenter comme le début d'une prise de conscience générale par la société civile et politique gabonaise que le salut du Gabon passe obligatoirement non seulement par la radicalisation, mais également par la politisation coordonnée du combat que mènent depuis 41 ans les acteurs de la société civile et politique gabonaise en vue de la fin du régime Bongo,

Le BDP-Gabon Nouveau a jugé opportun d'inviter au rassemblement, autour d'une CHARTE DU REFUS, tous les acteurs politiques et associatifs qui souhaitent, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, le départ immédiat et inconditionnel non seulement d'Omar Bongo, mais de tout son régime du pouvoir par tous les moyens possibles.

Il s'agit aujourd'hui de ne plus faire les choses ni petitement ni de moitié comme cela a été le cas pendant 41 ans, mais de s'atteler, de manière massive et coordonnée, et de manière appuyée, vigoureuse et permanente, à remettre à plat toute la destinée politique et économique du Gabon en vue d'un départ à zéro, une sorte de redémarrage à partir d'un « Degré Zéro » de la politique gabonaise qui, sans le blocage bongoïste, pourrait libérer les énergies et les intelligences gabonaises, en vue du progrès politique, économique, social et culturel que la nation attend.

Il s'agit aussi de comprendre que quelle que soit l'origine de l'action qui vise au changement au Gabon, que cette action soit politique ou associative, le salut du Gabon aujourd'hui réside dans la coordination massive, permanente et non plus dispersée des diverses initiatives menées par les forces sociales et politiques qui veulent le changement au Gabon. Aucune organisation politique ou associative gabonaise ne pouvant à elle toute seule prétendre changer le Gabon sans la participation et la collectivisation des efforts de tous, seule une unité agissante et patriote de toutes les forces individuelles, politiques et associatives du pays viendra à bout du monstre bongoïste. Du moment que les acteurs politiques et associatifs s'accorderaient tous sur un seul objectif, celui d'une structure du refus qui mènerait au départ immédiat et inconditionnel d'Omar Bongo et de son régime du pouvoir, il serait possible d'obtenir pour les Gabonais et pour notre pays, le changement tant attendu et dans les meilleurs délais.

A la réunion de la « Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National » les 20, 21 et 22 février 2009 sont donc invités tous les citoyens simples et tous les acteurs politiques et associatifs qui, au Gabon comme dans la diaspora, entendent œuvrer ensemble à la finalisation d'une stratégie de changement profond, urgent et irréversible au Gabon.

Nous invitons à ce titre à la première réunion de la Coalition non seulement les Gabonais qui peuvent à titre individuel faire le déplacement sur Paris, mais également tous ceux qui, regroupés en mouvements politiques ou associations à l'intérieur du pays ou dans la diaspora, souhaitent contribuer au lancement de cette plateforme nationale pour le changement véritable. Nous invitons particulièrement les associations de la société civile gabonaise, qu'il s'agisse de celles réunies au sein des Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise dont Monsieur Brunon Ben Moubamba est le porte-parole ou d'autres existant au Gabon et dans la diaspora, et les mouvements et partis politiques se revendiquant de l'opposition véritable, qu'il s'agisse de partis établis comme l'UPG de Mamboundou, le MORENA, le PGP ou autres, à envoyer des représentants à Paris les 20, 21 et 22 février 2009 en vue d'une concertation sur les méthodes qui permettront à notre pays de se débarrasser enfin, et le plus vite possible, de sa malédiction bongoïste.

A un moment où la société civile et les organisations politiques, au Gabon comme à l'étranger, ont finalement commencé à se rallier à l'idéologie véhiculée par le BDP-Gabon Nouveau depuis près de 10 ans, idéologie demandant non seulement une politisation de l'action associative, mais également une radicalisation de l'action politique et associative au Gabon en vue de la remise en question directe d'Omar Bongo lui-même et, donc, l'adoption d'une stratégie coordonnée visant à rendre ingouvernable le Gabon en vue d'un changement profond et sans condition, le temps nous a semblé enfin logique de travailler à la réunification des forces nationales et diasporiques qui veulent le vrai changement.

Pour devenir membre signataire de la Coalition à titre individuel ou associatif, il suffit de se rendre sur le site du BDP-Gabon Nouveau (<http://www.bdpgabon.org>) et de cliquer sur l'onglet « Coalition Gabonaise du Refus ».

Qu'est-ce que, en termes pratiques et simples, la « Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National » ?

## **PREAMBULE**

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National est une structure de rassemblement née du désir des Gabonais de voir se fédérer les forces politiques et civiles radicales de la société gabonaise, et constitue un modèle simplifié d'engagement politique construit autour de l'adhésion des acteurs et organisations politiques et civils gabonais à une Charte d'engagement radical elle aussi simplifiée.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National est donc une plateforme inclusive et ouverte, mais qui réunit uniquement les acteurs et organisations politiques qui pensent que le régime Bongo est à court d'idées et ne peut plus rien faire pour le Gabon, et que ce régime doit être mis, ne fût-ce que temporairement, à la retraite pour permettre une renaissance de la société gabonaise. Autrement dit, ne sont appelées à adhérer, en tant que membres signataires, à la Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National que les acteurs et organisations politiques ou civils gabonais qui, à titre individuel ou associatif, refusent ou sont prêts à refuser la présence au pouvoir d'Omar Bongo et de son régime pour une seconde, une minute, une heure, une journée ou une année de plus, et qui, donc, pensent que Bongo doit partir, quels que soient les moyens utilisés ; les " coalisés " seront donc des citoyens et amis du Gabon qui veulent s'activer à travailler pour obtenir le terme final et inconditionnel du système Bongo au Gabon.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National se veut donc tout simplement une structure nationale du refus qui réunit en son sein des individus dignes, sincères et convaincus ainsi que les organisations qui s'emploient à travailler à la fin du régime Bongo par des stratégies implicites et explicites en vue d'établir au Gabon une situation d'ingouvernabilité permanente qui conduirait à l'implosion et à l'écroulement purs et simples du régime Bongo, et le plus rapidement possible.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National se veut enfin une structure d'unification visant non seulement à l'étude de stratégies de changement radical au Gabon, mais aussi à leur mise en chantier sur le terrain national et international, le seul but étant dans ce cas, de mener le pays vers une vraie transition démocratique, puis à la stabilité démocratique, politique et économique dans un contexte qui puisse conduire au solutionnement immédiat de la misère et de la précarité qui immobilisent actuellement notre pays dans un état de paupérisation inexplicable.

## **DE LA COALITION**

La Coalition, quoiqu'initée et proposée par le mouvement « Bongo Doit Partir » (BDP-Gabon Nouveau) est différente du mouvement « Bongo Doit Partir ».

Le mouvement « Bongo Doit Partir » (BDP-Gabon Nouveau) est lui-même un mouvement adhérent à la Coalition. Le thème « Bongo Doit Partir » ayant toujours été un thème visant au rassemblement des forces radicales au Gabon en vue d'un changement sans langue de bois, qu'elles se trouvent au Gabon ou dans la diaspora, ce thème constitue le thème le plus direct, le plus rassembleur et le plus efficace pour exprimer à la fois le désir des Gabonais de se débarrasser de la personne (Omar Bongo) qui est responsable de la débâcle gabonaise, et ensuite de son régime et de tous ceux qui, avec lui, ont mis en place le système qui, depuis 41 ans, ment, vole et tue les Gabonais.

Ce thème du « Bongo Doit Partir » est rassembleur parce qu'il ne se trouve pas dans notre pays et partout dans le monde beaucoup de Gabonais qui ne pensent pas aujourd'hui que trop c'est trop et que, après 41 ans d'incompétence et d'incapacité à répondre aux attentes des Gabonais, Bongo doit partir. Ainsi, qu'ils soient du parti au pouvoir, de la société civile ou politique gabonaise, les signataires à la Charte du Refus de la Coalition adhèrent à une structure ouverte à tous ceux qui, à l'intérieur du Gabon ou à l'extérieur du Gabon, pensent que Bongo doit partir et veulent s'activer à obtenir ce départ par la fédération de toutes les volontés progressistes et patriotes gabonaises.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National se distinguera donc des éventuelles autres coalitions qui pourraient se former ici et là par le simple fait qu'elle se refuse aux approches conviviales des « oppositions » ou des coalitions traditionnelles gabonaises qui, dans leurs engagements, ont souvent soigneusement évité de s'attaquer directement à la personne d'Omar Bongo, préférant mentir au peuple en soutenant la fausse thèse selon laquelle « Bongo est bon, c'est son entourage qui est mauvais », et qui ont cru qu'il suffisait de se contenter de s'attaquer à l'entourage de Bongo pour que le régime Bongo s'écroule. D'autres ont également, bien naïvement, cru que pour faire partir Bongo, il suffisait de se rapprocher de lui et d'éviter d'écorcher son ego.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National croit le contraire : elle met au centre de sa problématique le constat qui dit que c'est parce qu'Omar Bongo est mauvais, incompétent et irresponsable que son entourage est mauvais, incompétent et irresponsable. Partant donc de ce constat, la Coalition pense que rien de bon ne peut plus se passer au Gabon tant qu'Omar Bongo et son régime sont au pouvoir.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National pense que les regroupements associatifs et politiques qui, jusqu'à présent, ont agi au Gabon ont échoué à cause de quatre grands manquements :

- **Le manque de politisation de l'action associative** : les associations, probablement parce que le régime leur disait qu'elles n'avaient pas le droit de s'occuper de politique, ont laissé le régime Bongo leur imposer un mutisme politique qui a réduit le champs naturel de leur action ; il s'agit donc aujourd'hui pour ces associations de reprendre leurs prérogatives en se faisant acteurs d'une revendication qui va au-delà de cette limite artificielle, étant entendu qu'il n'y a en réalité, rien de tel qu'une association non politique. Critiquer la gestion des ressources de l'état par un régime est autant le devoir

des citoyens non associés que des citoyens associés au sein d'associations civiles ou politiques.

- **Les associations gabonaises ont trop souvent épargné Omar Bongo** dans leurs analyses des causes de la déchéance gabonaise. A ce titre, elles n'ont pas rendu un bon service à notre pays. En prenant toujours Bongo à témoin, et en contournant toujours Bongo pour s'attaquer seulement à son entourage, ils ont légitimé le pouvoir pourtant illégitime d'Omar Bongo et ont élevé le dictateur au statut intouchable qui a fait de lui juge et partie de sa propre incompétence et juge et partie de sa propre criminalité dans un contexte de conflit d'intérêt très patent. La Coalition pense que c'est un véritable exercice en futilité que de reprocher uniquement à l'entourage de Bongo les errements et les crimes commis sous le regard approbateur de Bongo lui-même, et ensuite d'aller demander à Bongo de punir les crimes qu'il a lui-même autorisés et même récompensé par des nominations. Avec 5 premiers ministres différents et plus de 30 rafistolages gouvernementaux en 41 ans de pouvoir sans changer ni alterner la tête du groupe (Bongo), ne convient-il pas, enfin, de demander que la tête (Bongo) tombe, vu qu'aucun autre remède, en 41 ans, n'a donné de résultat positifs pour le pays ; aux yeux de la Coalition, cette méthode qui consiste à demander à Bongo de punir son entourage, autrement dit à se punir lui-même, est contre-productive et condamne le pays à la pérennisation du bongoïsme, c'est-à-dire à la permanence du chaos institutionnel au Gabon.
- **Les partis et mouvements politiques, et les associations de la société civile, ont trop souvent travaillé en ordre dispersé**, les premiers n'associant jamais les associations à leurs combats et les associations/syndicats se limitant par trop souvent aux simples revendications sectorielles ; le but aujourd'hui est d'effacer ce clivage artificiel et de mettre en place une plateforme de rassemblement et de coordination qui permette à tous ces groupes de travailler vers un seul but : celui de sortir le Gabon du chaos et donc de conduire à l'écroulement immédiat du régime Bongo.
- **Tous ces groupes ont également souffert de querelles de leadership** qui n'avaient aucun sens, et ceci parce que, qu'il s'agisse des partis politiques ou des associations, tout le monde mettait en avant son image personnelle plutôt que l'objectif qui les unirait ; aujourd'hui, nous voulons mettre l'objectif en premier en créant une structure sans chef et sans postes pour permettre une fluidité de l'action autour du seul objectif qui est le départ d'Omar Bongo et de son régime du pouvoir.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National pense que le salut du Gabon réside dans la remise en cause directe d'Omar Bongo et la radicalisation totale de la société politique et civile du Gabon.

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National suppose l'adoption par tous les individus et organisations radicaux adhérant à la Charte du Refus de la Coalition de principes de pensée et d'action visant tout simplement à opposer au régime Bongo un front qui se refuse désormais à négocier quoi que ce soit avec le régime Bongo en dehors de son départ immédiat et inconditionnel. Etant entendu que pendant 41 ans, Omar Bongo et son régime ont été incapables

de répondre aux attentes des Gabonais en matière de développement, et que chaque année pendant ces 41 ans, il a fallu négocier et renégocier les mêmes vieux problèmes qui n'ont jamais été résolus, l'idéologie émanant de la Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National conclut tout simplement que:

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués de négocier** chaque année les mêmes vieux problèmes ; comme l'a sagement évoqué Barack Obama, quand dans la vie d'un homme on se cogne la tête contre le mur pendant des années et que cela finit par faire mal, ne convient-il pas de tout simplement arrêter ? Le temps de dire « stop » est donc arrivé ; les Gabonais ne négocieront plus jamais rien avec le régime Bongo, en dehors de son départ.

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués de parler** et nous ne répondrons plus aux invitations d'Omar Bongo à négocier les mêmes vieux problèmes chaque année sans que ces invitations mènent à des solutions durables ;

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués des promesses** jamais tenues et nous ne voulons plus rien entendre qui puisse venir de la bouche d'Omar Bongo vu que ce sont toujours les mêmes vieilles promesses jamais réalisées qui se répètent d'années en années ;

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués des mensonges** qui nous disent qu'il y a crise alors que le train de vie de la famille Bongo, des membres du régime et de l'état ne cesse de détourner la richesse nationale, ne laissant que misère, paupérisation et précarité pour le reste du peuple.

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués de mendier** des miettes à cause des détournements qui voient chaque année l'argent du Gabon s'envoler vers des banques et propriétés immobilières personnelles à l'étranger et nous ne pouvons plus tolérer de devoir devenir des mendiants d'un patrimoine qui revient pourtant de droit à la communauté nationale gabonaise ;

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués d'attendre** un développement qui ne vient jamais et qui, malgré les gouvernements de combat et d'ouverture, et malgré les multiples prétendus rénovations et « projets pour le Gabon », n'est jamais venu ;

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués de mourir** de mort lente et de génocide économique à cause de la misère qui frappe inexplicablement un pays pourtant nanti de richesses immenses pour une population d'à peine 1 million d'habitants.

- **NOUS, Gabonais coalisés, sommes fatigués de laver le linge sale en famille** et de subir les mensonges qui pérennisent le bongoïsme au Gabon ; c'est sur la place publique nationale et internationale que nous laverons désormais le linge sale gabonais ;

- **NOUS, Gabonais coalisés, demandons désormais une seule chose** : le départ immédiat et inconditionnel des incompetents ; par conséquent, la seule chose que NOUS, Gabonais coalisés, négocierons, c'est le départ immédiat et inconditionnel d'Omar Bongo et de son régime ;

La Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National suppose donc que tous les acteurs politiques et associatifs, et toutes les organisations politiques et associatives adopteront cette plateforme du refus et s'activeront tout simplement à rendre ingouvernable le pays par :

- des grèves à répétition dans tous les secteurs de la vie sociale et économique du Gabon ;
- des marches et des sit-ins de protestation à l'extérieur comme à l'intérieur du pays pour demander sans détour le départ du dictateur et de sa mafia du pouvoir ;
- des lettres ouvertes dénonçant l'incompétence, la dictature et le génocide du Gabon par le régime Bongo et adressées à un grand nombre de pays et de gouvernements dans le monde en passant par toutes les grandes puissances et tous les organismes associatifs et de droit international.
- des plaintes tous azimuts contre la corruption, les détournements et les crimes dont se sont rendus coupables pendant 41 ans les membres du régime Bongo à titre individuel et collectif ;
- des actions médiatiques dans les médias, les universités et grandes écoles des quatre coins du monde visant à mettre dans le collimateur de la communauté nationale et internationale les exactions du régime quadragénaire d'Omar Bongo ;
- des actions de conscientisation tous azimuts capables d'inonder non seulement Internet, mais aussi fax, télécopies et adresses électroniques de la communauté nationale et internationale en
- vue de maintenir une pression insoutenable sur le régime Bongo jusqu'à ce qu'il s'écroule ou accepte de négocier son départ dans l'honneur ;
- des actions visant à travailler avec les gouvernements des grandes puissances du monde et les organisations internationales comme la Communauté Européenne et l'ONU, en vue de propositions concrètes pour un changement immédiat au Gabon ;
- des actions de désobéissance civile au Gabon même pour appuyer le travail fait à l'international par la communauté de Gabonais expatriés en association avec les associations internationales qui travaillent à la promotion des libertés politiques dans le monde ;
- des actions visant à appuyer les initiatives (plaintes, procès, etc.) des associations internationales qui se préoccupent de la destinée du Gabon (Survie, Transparence, PWYP, etc.) ;
- et toutes autres formes d'actions visant à rendre ingouvernable le Gabon, et ceci jusqu'à ce que le régime Bongo s'écroule sous la pression nationale et internationale que la Coalition va susciter.

La Coalition pense que les méthodes conviviales ayant, pendant 41 ans, montré leur incapacité à

amener le changement et la réforme au Gabon, le salut du Gabon passe désormais par la radicalisation et la politisation immédiate des revendications de toutes les forces citoyennes qui veulent le changement immédiat au Gabon, que ces forces soient individuelles, politiques, syndicales ou associatives.

La Coalition du Refus ne vise pas à la fusion des forces politiques, syndicales et associatives qui y adhèrent. Elle vise plutôt à des actions stratégiques combinées, coordonnées et ciblées capables de mobiliser les Gabonais de tous bords qui croient au changement, et donc les Gabonais capables de tout simplement s'engager ensemble dans la finalité d'une fin immédiate du régime Bongo.

A ce titre, la Coalition n'a pas d'autres ambitions que de coordonner et fédérer les forces radicales du Gabon en vue de la fin immédiate du régime Bongo et la mise en place d'une démocratie véritable au Gabon. Une fois cet objectif obtenu et la démocratie établie au Gabon, les forces politiques réunies au sein de la Coalition pourront décider soit de se fusionner en un seul parti politique dont elles décideront le nom, soit de rechercher chacune les suffrages des Gabonais en tant que structures autonomes et indépendantes si elles décident de participer aux élections qui en résulteront.

La Coalition s'interdit donc les querelles de leadership puisqu'elle n'a aucun leader. Elle s'interdit également les querelles idéologiques entre tendances conviviales et tendances radicales puisqu'elle n'a qu'une seule idéologie, celle de mener, par tous les moyens possibles, à la fin immédiate du régime Bongo.

## **PRINCIPES D'ADHESION A LA CHARTE DU REFUS DE LA COALITION**

Peuvent adhérer comme signataires à la Coalition Gabonaise du Refus et de Salut National:

- **A titre individuel** : Les citoyens Gabonais et amis du Gabon qui partagent l'idéologie de la Coalition : libérer vraiment et immédiatement le Gabon par le départ immédiat et inconditionnel du régime Bongo du pouvoir.
- **A titre associatif** : les Organisations politiques et associatives gabonaises et autres qui pensent que Bongo doit partir par tous les moyens possibles et qui adhèrent à l'idée d'opposer, dès maintenant, une Coalition du Refus au régime Bongo qui le poussera à l'écroulement immédiat.

## **CHARTRE DU REFUS DE LA COALITION**

L'idée fondamentale de la Coalition se construit autour de l'idéologie d'une structure du Refus qui, ayant constaté le blocage occasionné au Gabon par l'incapacité du régime Bongo, depuis 41 ans, de répondre aux simples attentes socio-économiques des Gabonais, reconnaît comme vrais et incontournables les principes suivants :

**ARTICLE 1** : Rien de bon ne peut plus arriver au Gabon tant qu'Omar Bongo et son régime Bongo sont au pouvoir ;



ARTICLE 2 : Négocier avec le régime Bongo ou tenter de raisonner avec lui pour lui faire comprendre le sens de l'intérêt national est inutile et ne sert à rien vu que 41 ans de négociations annuelles avec ce régime ont été insuffisants pour faire comprendre au régime Bongo la nécessité de réformer tout de suite dans un sens démocratique pour sauver le Gabon ;

ARTICLE 3 : Omar Bongo n'ayant jamais été, en 41 ans de pouvoir, élu par des voies démocratiques au Gabon, sa présidence est une présidence illégitime ; la Coalition du Refus ne le reconnaît donc pas comme président du Gabon, mais comme un imposteur qui usurpe du pouvoir de la République.

ARTICLE 4 : Le régime d'Omar Bongo est un régime incompetent et génocidaire qui tue à petit feu, mentalement et physiquement, les Gabonais en utilisant les armes de la précarité, de la corruption, de l'intimidation, de l'omerta et de la misère.

ARTICLE 5 : Parce qu'il est totalement inutile à la tête de l'état gabonais, Bongo doit partir et son régime avec, par tous les moyens possibles, qu'il s'agisse de moyens de paix (décision de régime lui-même de se mettre immédiatement à la retraite en acceptant tous les points soumis par la Coalition pour une telle retraite immédiate) ou de moyens insurrectionnels (pousser le régime à l'écroulement par les actions susmentionnées).

ARTICLE 6 : La seule issue acceptable à la coalition est le départ inconditionnel d'Omar Bongo et de son régime du pouvoir ;

ARTICLE 7 : Les seuls aménagements acceptables à la coalition pour un départ pacifique et dans l'honneur de Bongo et de son régime résident dans les conditions suivantes :

- Acceptation de la Constitution démocratique préparée par la Coalition comme nouvelle constitution du Gabon, immédiatement applicable ;
- Mise à la retraite immédiate d'Omar Bongo et démission de tous les barons du régime occupant des postes politiques dans les diverses administrations ;
- Dissolution du parlement et du Sénat existants ;
- Mise en place d'un gouvernement de transition de cinq mois pour préparer, avec l'aide de l'ONU, les premières élections démocratiques du Gabon ;
- Appel à l'ONU pour aider le Gabon à organiser, pendant ces cinq mois, la transition et la préparation de nouvelles élections libres entièrement supervisées par l'ONU qui se tiendront au bout de la période de transition.
- Ne pourront bénéficier d'amnistie et participer à ces élections que les membres du régime sortant qui auront publiquement fait état de leur fortune volée lors d'une Commission Nationale de la Vérité, d'Expiation et de Réconciliation qui se tiendra pendant la Transition, et qui accepteront, soit que le Gabon récupère 50% des biens volés ; soit que le Gabon, sans leur enlever leurs biens, les réinvestisse dans l'économie gabonaise pour

créer de l'emploi, assainir et équiper les hôpitaux et les écoles, construire des logements sociaux, payer les bourses des étudiants et réduire rapidement les inégalités sociales dans le pays, ce qui serait une manière indirecte de rendre aux Gabonais le patrimoine national détourné. Ce serait-là le seul prix acceptable à la Coalition pour préserver minimalement l'esprit de cohésion, de tolérance et de réconciliation nationale qui pourrait naître d'une telle situation;

ARTICLE 8 : La Coalition soutient que tous ces points sont non négociables et inconditionnels. Elle se promet donc de mener son combat jusqu'à ce que ces objectifs soient entièrement atteints.

ARTICLE 9 : La Coalition considérera comme trahison toute approche visant à défaire ou moduler vers la convivialité les principes sus-énumérés et tout membre individuel ou associatif reconnu coupable de détournement d'idéologie ou de manquement à ces principes sera exclu de la Coalition ;

ARTICLE 10 : Toute suggestion de membre individuel ou associatif allant dans le sens de l'abandon de l'idéologie de la Coalition avant l'écroulement du régime Bongo sera jugée non recevable.

ARTICLE 11 : Parce qu'elle n'est créée, et n'existe que pour opposer un front du refus au régime Bongo, et ainsi mener à son écroulement, la Coalition ne discutera que des stratégies individuelles ou globales qui iront dans le sens de la résistance et de l'ingouvernabilité au Gabon, avec comme objectif final la mise en place d'une transition démocratique au Gabon et des élections libres et non contrôlées par le régime Bongo à la suite de la période de transition.

ARTICLE 12 : La Coalition fait donc siens les principes édictés à l'article 35 de la Déclaration française des Droits de l'Homme et des Citoyens de 1793, principes qui affirment que « quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs ».

## **STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DE LA COALITION**

ARTICLE 13 : La Coalition comprend que ni les associations de la société civile de manière isolée, ni les partis politiques à titre individuel, ne pourront gagner le combat du changement au Gabon ; elle comprend donc que pour gagner le combat du changement au Gabon, il va falloir la participation sincère et collective de tous ceux qui, au Gabon comme dans la diaspora et à l'étranger, pensent que Bongo doit partir, et son régime avec.

ARTICLE 14 : La Coalition comprend également le besoin d'étendre son action à la communauté internationale et de s'activer auprès des gouvernements étrangers et des organisations internationales en vue de joindre aux actions de ces organisations, celles des Gabonais eux-mêmes ; mais la Coalition garde à l'esprit que ce ne sont pas les organisations internationales qui libéreront le Gabon à la place des Gabonais ; il est donc impératif que les Gabonais soient eux-mêmes en avant-plan du combat pour le salut national.

ARTICLE 15 : La Coalition, pour éviter les querelles de leadership, n'a ni chefs ni structure de leadership permanente. Elle est tout simplement un regroupement de personnes, de mouvements, d'associations et de partis travaillant ensemble avec un seul objectif en tête, mener à l'écroulement immédiat et inconditionnel du régime Bongo en créant au Gabon les conditions d'ingouvernabilité totale qui mèneront à un tel écroulement, avec comme objectif final la mise en place d'une transition démocratique au Gabon et des élections libres et non contrôlées par le régime Bongo à la suite de la période de transition.

ARTICLE 16 : Pour des besoins de logistique et d'organisation, la Coalition sera coordonnée à partir des Etats-Unis par le mouvement BDP-Gabon Nouveau, qui en est l'initiateur. Mais ce travail de coordination ne fait pas du BDP-Gabon Nouveau le chef de la Coalition vu que le BDP-Gabon Nouveau en est membre signataire comme toutes les autres associations et mouvements signataires de la Charte.

ARTICLE 17 : Chaque individu, association de la société civile ou politique appartenant à la Coalition sera libre de soumettre ses idées aux autres membres et, en fonction de ses idées, des décisions de meetings, de consultations et d'actions seront décidées collégalement et conformément aux objectifs de la Charte.

ARTICLE 18 : A chaque meeting, il sera désigné un président et un secrétaire de séance qui organiseront les meetings et la logistique des meetings. Cette désignation se fera à titre rotatif et sans cumul.

ARTICLE 19 : Les idées et besoins de communication du mouvement seront assurés par un porte-parole qui sera désigné selon une méthode rotationnelle mensuelle.

ARTICLE 20 : Les décisions prises seront collégiales et soumises au vote collégial.

ARTICLE 21 : Pour toute action nécessitant une délégation en vue de rencontrer des gouvernements étrangers les délégations se décideront par volontariat et par disponibilité, en fonction des dates, avec la désignation d'un porte-parole de séance et rotatif chargé de parler au nom de tous.

**Note :** Cette charte sera remise à jour et complétée dans sa version finale suite au meeting du 20 au 22 février 2009.



**Pour plus d'information :**

Visitez le site : <http://www.bdpgabon.org>  
et soumettez un message email par notre formulaire de contact.

Ou contactez le BDP-Gabon Nouveau au

Tél./Fax : (973) 447-9763.  
BDP-Gabon Nouveau  
P.O. Box 3216 TCB  
West Orange, NJ 07052, USA